

Municipalité  
de la Commune de Bourg-en-Lavaux  
Case postale 112  
1096 Cully

Personne de contact : Eva Tortelli  
T 021 316 74 21  
E eva.tortelli@vd.ch  
N/réf. 185782 – ETI/mrn

Lausanne, le 5 décembre 2023

**Commune de Bourg-en-Lavaux  
Plan d'affectation communal  
Examen préalable**

Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux,

Veuillez trouver ci-dessous l'examen préalable du plan d'affectation communal cité en titre.

**HISTORIQUE DU DOSSIER**

Étape	Date	Documents
Réception du dossier pour examen préalable.  Le dossier a été complété en juin 2023. Par ailleurs, les préavis des CFF du 9 juin 2023, et de la CGN du 14 août 2023, ont été ajoutés au dossier au cours de l'examen préalable.	02.05.2023	Rapport 47 OAT et ses annexes  Le règlement et ses annexes  Le plan d'affectation communale
Examen préalable	Ce jour	Préavis des services cantonaux

**COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS POUR EXAMEN PREALABLE**

Documents	Date
Plan au 1 : 5000	28 avril 2023

Règlement	28 avril 2023
Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT	28 avril 2023
Tableau du calcul du dimensionnement	22 juin 2023

## PRÉSENTATION DU PROJET

Le plan d'affectation communale de Bourg-en-Lavaux porte sur l'entier du territoire. Par ailleurs la Commune de Bourg-en-Lavaux résulte de la fusion des communes de Villette, Grandvaux, Cully, Riex et Epesses. Elle est tenue de réviser ses outils de planification conformément aux exigences légales.

## AVIS

Le tableau ci-dessous représente une vision synthétique du résultat de l'examen des différentes thématiques activées par le dossier. Les services responsables de ces thématiques sont également relevés dans le tableau.

Pour chaque thématique et sur la base des préavis détaillés des services cantonaux consultés et de notre appréciation, le dossier a été classé selon trois catégories.

La définition de chaque catégorie est la suivante :

- **Conforme** : le traitement de la thématique répond au cadre légal.
- **Non conforme** : le traitement de la thématique ne répond pas au cadre légal :
  - **A transcrire** : Les modifications nécessaires sont clairement identifiées par les demandes des services cantonaux.
  - **A analyser** : Les modifications nécessaires impliquent une analyse / étude complémentaire dont les résultats ne sont pas encore clairement connus.

Le présent examen préalable est unique. Les préavis des services contiennent tous les éléments permettant à la Commune de modifier son projet afin de le rendre conforme à la loi et au plan directeur cantonal.

Thématiques		Conforme	Non conforme A transcrire	Non conforme A analyser
Principes d'aménagement	Planification directrice		DGTL-DAM	

Principes d'aménagement	Stabilité des plans	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Dimensionnement		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Territoire urbanisé		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Disponibilité foncière			DGTL-DIP
Principes d'aménagement	Plus-value		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Equipements	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Information et participation	DGTL-DAM		
Affectation	Type de zones		DGTL-DAM	
Affectation	Zone réservée	DGTL-DAM		
Affectation	Zone d'activités			DGTL-DIP/SPEI
Affectation	Surfaces d'assolement		DGAV	
Mobilité	Installation à forte fréquentation		DGTL-DAM	
Mobilité	Mobilité Douce		DGMR-MT	
Mobilité	Plans de mobilité		DGMR-MT	
Mobilité	Stationnement		DGMR-P	DGMR-MT/P
Mobilité	Transports publics		DGMR-MT	
Patrimoine culturel	Monuments et sites naturels		DGIP-MS	
Patrimoine culturel	Monuments et sites bâtis		DGIP-MS	
Patrimoine naturel	Inventaire naturel		DGE-BIODIV	
Patrimoine naturel	Réseaux écologiques		DGE-BIODIV	
Patrimoine naturel	Forêt		DGE-DIRNA-FORET	
Protection de l'homme et de l'environnement	Etude d'impact sur l'environnement	SSCM-PCI	DGE-DN	
Protection de l'homme et de l'environnement	Mesures énergétiques		DGE-DIREN	
Protection de l'homme et de l'environnement	Bruit	DGE-ARC		
Protection de l'homme et de l'environnement	Risque d'accident majeur		DGE-ARC	
Protection de l'homme et de l'environnement	Eaux	DGE/DIREV/PRE/AUR		
Protection de l'homme et de l'environnement	Dangers naturels	DGE-GEODE	DGE-GEODE + DGE-DIRNA	

La Commune doit également prendre en compte les demandes d'adaptation de forme des services ainsi que le préavis de la Commission consultative Lavaux (CCL) ci-annexé.

## **NORMAT**

Les fichiers informatiques (géodonnées) respectant la directive cantonale sur la normalisation des données de l'aménagement du territoire (NORMAT 2) devront être transmis à la DGTL ([interlis.normat@vd.ch](mailto:interlis.normat@vd.ch)) simultanément à l'envoi du dossier pour approbation. Celle-ci ne pourra intervenir qu'après la validation des géodonnées (art. 22 al. 3 RLAT).

## **SUITE DE LA PROCÉDURE**

Au vu du traitement non conforme de certaines thématiques notamment la mobilité et le patrimoine, le dimensionnement et la disponibilité foncière, le territoire urbanisé et la protection de l'homme et de l'environnement, nous estimons que le projet n'est, en l'état, pas compatible avec le cadre légal.

Les thématiques concernées peuvent être mises en conformité en suivant les demandes des services. Si vous souhaitez poursuivre la procédure sans modification, nous proposerons au Département de ne pas approuver cette planification.

Nous vous rappelons qu'en application de l'article 20, alinéa 1 du règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT ; BLV 700.11.2), le présent rapport d'examen préalable devra être joint au dossier soumis à l'enquête publique.

Par ailleurs, en application de l'article 25a de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700), le projet doit être coordonné à la procédure de délimitation des lisières forestières et éventuellement (selon prise en compte du préavis de la DGTL-DIP-AF) à une procédure LRou de décadastration (passage au domaine public).

Pour plus de précisions, nous vous prions de vous référer aux deux fiches d'application relatives à la procédure de légalisation des plans disponibles sur notre site internet.

Le présent examen préalable repose sur les bases légales applicables. Nous réservons notre avis sur les adaptations du projet qui découleraient d'une évolution du cadre légal.

Tout droit du département pour l'approbation demeure expressément réservé.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.



Yves Noirjean  
directeur de l'aménagement



Alexandra Wasserfallen  
urbaniste

**Annexes**

ment.

Préavis OFROU du 23 mai 2023

Préavis CFF du 19 juin 2023

Préavis CGN du 14 août 2023

Préavis de la Commission consultative du Lavaux du 5 juillet 2023

**Copie**

Services cantonaux consultés

Bureau mandaté

**PRÉAVIS DES SERVICES CANTONAUX – COMMUNE DE BOURG-EN-LAVAUX, PLAN D’AFFECTATION COMMUNAL, 185782**

**EXAMEN PRÉALABLE**

**DIRECTION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT (DGTL)**

**1. DGTL - DIRECTION DE L’AMÉNAGEMENT (DGTL-DAM)**

Répondante : Alexandra Wasserfallen

T : 021 316 32 34

M : alexandra.wasserfalle@vd.ch

Date du préavis :

**1.1 DIRECTION DE L’AMÉNAGEMENT : NON CONFORME À TRANSCRIRE**

**1.1.1 Périmètre du plan d’affectation**

**Plan**

**Demandes**

Le plan ne figure pas de périmètre du plan d’affectation communal (PACom). Or il est nécessaire de délimiter le territoire qui est compris dans le nouveau PACom. En revanche, le périmètre des plans spéciaux légalisés, y compris celui du PAC Lavaux, ne doit pas être délimité. Il apparaît comme un vide blanc sans pourtour.

- Délimiter, sur le plan, le pourtour du périmètre du PACom. Supprimer le pourtour des plans spéciaux légalisés et du projet de PAC Lavaux.
- Supprimer, dans la légende, la mention des plans spéciaux légalisés et du projet de PAC Lavaux.

Par ailleurs, en situation de surdimensionnement, lorsque le périmètre de plans en vigueur depuis plus de 15 ans comprend des réserves non utilisées en frange du territoire urbanisé, il est nécessaire de prendre des mesures de réduction de la zone à bâtir en abrogeant partiellement ledit plan.

- Cela concerne notamment le plan de quartier Crêt-Chatelet. Les réserves non bâties comprises dans ce plan de quartier et sises en marge du territoire urbanisé doivent être incluses dans le périmètre du PACom et déclassées en zone viticole/agricole. Le plan de quartier susmentionné sera alors abrogé au moins partiellement. Il est également possible de l’abroger entièrement.

### 1.1.2 *Territoire urbanisé*

#### Rapport 47 OAT

##### Demande

Le périmètre du territoire urbanisé délimité en page 20 du rapport 47 OAT se base, dans les grandes lignes, sur les critères de la fiche d'application de la DGTL y relative. Toutefois, plusieurs secteurs sont figurés comme étant dans le territoire urbanisé alors qu'ils ne s'y trouvent pas selon les critères de la fiche d'application. Par exemple, une partie de la parcelle 534 et la parcelle 535 ou encore la parcelle 5570. Nous demandons donc de :

- Modifier le périmètre du territoire urbanisé en application des principes de la fiche d'application de la DGTL.

### 1.1.3 *Dimensionnement de la zone à bâtir d'habitation et mixte*

#### Rapport 47 OAT et plan

Selon l'état le plus récent du bilan brut des réserves en zone d'habitation et mixte (population au 31 décembre 2021) qui doit être pris en compte dans le projet de PACom, la zone à bâtir d'habitation et mixte de Bourg-en-Lavaux présente, dans le périmètre de centre, un sous-dimensionnement de 351 habitants et, hors périmètre de centre, un surdimensionnement de 567 habitants.

Les chiffres totaux du bilan mentionnés dans le rapport 47 OAT diffèrent des données brutes précitées. Etant donné que le rapport 47 OAT ne présente pas le bilan détaillé, il ne nous est pas possible de vérifier les chiffres figurant dans le rapport 47 OAT. La différence s'explique peut-être, en partie, par le fait que la Commune semble s'être basée sur des données de 2016 alors que, dans l'intervalle, la population a connu une augmentation hors du périmètre de centre et une diminution à l'intérieur du périmètre de centre.

##### Demande

- Mettre à jour, dans le rapport 47 OAT, les chiffres relatifs au surdimensionnement de la zone à bâtir d'habitation et mixte en se basant sur le bilan le plus récent.

En dépit des différences dans les chiffres relatifs au bilan, la situation demeure globalement identique. Hors du périmètre de centre, en raison du surdimensionnement important, il est nécessaire de prendre toutes les mesures possibles afin de réduire la zone à bâtir d'habitation et mixte en appliquant les 5 principes définis dans la fiche d'application « Comment traiter les zones à bâtir d'habitation et mixtes excédant les besoins à 15 ans ou peu adéquates pour le développement ? ».

Le projet de PACom prévoit un certain nombre de mesures de réduction de la zone à bâtir toutefois, malgré ces dernières, le surdimensionnement demeure important. Il est donc nécessaire de prendre des mesures de dézonage supplémentaires afin de se conformer à l'art. 15 LAT et à la mesure A11 du PDCn et aux 5 principes définis dans la fiche d'application susmentionnée, en particulier dans les franges non aménagées de la zone à bâtir ainsi que dans les vides de plus de 2500m<sup>2</sup>.

## Demandes

### *Franges*

Tant qu'il demeure un surdimensionnement au sens de la mesure A11, nous demandons de:

- Affecter en zone viticole ou agricole les parties non aménagées (partie ouest) des parcelles 9839, 9841, 10108 ;
- Affecter en zone viticole ou agricole les parties non aménagées (partie sud) des parcelles 5457 ;
- Affecter en zone viticole ou agricole les parties non aménagées (partie nord) des parcelles 7013, 7074, 7075, 7076, 7079 ;
- Affecter en zone viticole ou agricole les parcelles 7077, 8042, 8170, 9300 et 9338.

Le plan d'extension partiel d'Epesses-village du 2 novembre 1983, actuellement en vigueur sur le village d'Epesses, constitue un plan détaillé qui délimite notamment une zone de prolongements extérieurs des bâtiments et une « zone d'architecture épousant la configuration du sol », les deux à constructibilité limitée. Le projet de PACom supprime ces zones pour les remplacer par la zone centrale 15 LAT ce qui entraîne de facto une augmentation des droits à bâtir et une perte de détail dans la planification. En raison du surdimensionnement de la zone à bâtir d'habitation et mixte, une telle extension de la zone centrale n'est pas admissible.

- Affecter les parties des parcelles non bâties actuellement colloquées en zone de prolongements extérieurs des bâtiments ou en « zone d'architecture épousant la configuration du sol » en zone de verdure. Cela concerne notamment :
  - les parties sud des parcelles 2029, 2036, 2066, 2071, 2132, 2134, 3058, 3060, 3066 ;
  - les parties nord des parcelles 2028, 3082, 3083, 3567, 3571, 3481, 3068 ;
  - les parties ouest des parcelles 3095, 3079, 3080, 2216, 2218, 2219 ;
  - les parcelles 2020, 3566 et 3568, 3104, 3064.
- Définir les dispositions réglementaires de la zone de verdure en reprenant dans les grandes lignes les règles actuelles en vigueur dans la zone de prolongements extérieurs des bâtiments et en tenant compte de la valeur patrimoniale- des secteurs concernés.



### *Secteurs régis par des autres plans*

- Intégrer au PACom les parcelles 1021 et 10122 (pour autant qu'aucun permis de construction ne soit en cours sur ces parties), et les déclasser en zone agricole (ce qui induira une abrogation partielle du Plan de quartier "Crêt Mouton - Les Cotes Du Signal", de 1984, et de sa modification de 2014).

### *Vides de plus de 2500 m<sup>2</sup>*

Par ailleurs, nous demandons de déclasser en zone viticole ou agricole les parcelles suivantes comprises dans des espaces vides non aménagés de plus de 2500 m<sup>2</sup> :

- le nord de la parcelle 5487 et le sud non aménagé des parcelles 10140, 5505 5506 ;
- le sud et le nord-est de la parcelle 5949 ;
- le nord de la 5497, la 5501 et le sud-est de la 5491.

### *Extensions de la zone à bâtir 15 LAT*

Le projet de PACom propose plusieurs extensions de la zone centrale 15 LAT ou de la zone d'habitation de très faible densité de petite taille, au détriment de la zone agricole/viticole. La plupart couvrent des secteurs déjà bâtis/aménagés depuis longtemps qui sont ainsi mis en conformité avec l'usage actuel du sol. L'extension sur la parcelle 5775 pose problème car elle se fait en partie sur un terrain quasiment non aménagé. En raison du surdimensionnement de la zone à bâtir, nous demandons de :

- réduire l'extension de la zone à bâtir de très faible densité sur la parcelle 5775. Seule est admise une extension minimale pour inclure les parties bordant le bâtiment 3045 (directement à l'est et au sud de celui-ci. En revanche, la haie sise au sud de la piscine doit rester en zone agricole ;

#### 1.1.4 Zone centrale 15 LAT

#### [Rapport 47 OAT et règlement](#)

Demandes :

Le chapitre 1 du règlement, relatif à la zone centrale, ne fixe pas d'indice d'utilisation du sol. Or la fixation des distances aux limites et de la hauteur des bâtiments ne suffit pas à définir la mesure d'utilisation du sol.

- En application de l'art. 22 LATC, définir une mesure d'utilisation du sol, par exemple sous la forme d'un IUS ou d'un indice d'occupation du sol (IOS). Cela peut également se faire par le biais d'une planification détaillée avec délimitation d'aires d'implantation et définition des surfaces de plancher par aire d'implantation.

#### 1.1.5 Zone affectée à des besoins publics

##### Rapport 47 OAT et règlement

Demandes :

Il existe, dans le village de Cully, une importante réserve en zone affectée à des besoins publics (partie au sud-est du site de l'hôpital Lavaux), dans un secteur qui n'est pas compris dans le périmètre du présent PACom. Malgré tout, le projet de PACom prévoit quelques extensions de la zone affectée à des besoins publics (exemple : parcelles 3545, 4020 et 4028) sans pour autant démontrer qu'elles répondent à un besoin concret sur la base d'un projet qui sera réalisé dans les 15 prochaines années. En outre, plusieurs des parcelles concernées appartiennent à des privés et non pas à des collectivités publiques, ce qui rend aléatoire la faisabilité de ces projets. A cet égard, nous demandons de :

- Compléter le rapport 47 OAT en démontrant que les réserves en zone affectée à des besoins publics font l'objet de projets concrets qui seront réalisés dans les 15 prochaines années.
- Concernant les extensions de la zone affectée à des besoins publics, démontrer qu'elles sont indispensables à des projets concrets qui seront réalisés dans les 15 prochaines années, décrire ces projets et démontrer que les réserves existantes dans la commune ne permettent pas d'y répondre. Prendre en compte les demandes du préavis de la DGMR. Par ailleurs, pour les parcelles qui n'appartiennent pas à des collectivités publiques, faire signer, avant l'enquête publique du plan, des conventions précisant les conditions de cession de ces parcelles à la Commune. Cela concerne notamment deux secteurs F (à Grandvaux et Epesses). Si ces conditions cumulatives ne peuvent être respectées, maintenir ces secteurs dans leur affectation actuelle.
- Annexer les conventions signées au dossier d'approbation.

Le chapitre VI du règlement ne fixe pas de mesure d'utilisation du sol pour les secteurs colloqués en zone affectée à des besoins publics.

- En application de l'art. 22 LATC, définir une mesure d'utilisation du sol pour les secteurs en zone affectée à des besoins publics dont la destination permet l'implantation de constructions/bâtiments.

#### 1.1.6 Zone de verdure 15 LAT I

##### Plan

Demande :

Le projet de PACom prévoit la création d'une zone de verdure à l'est du bourg historique de Cully dans un secteur actuellement colloqué zone viticole protégée. Or le rapport 47 OAT ne démontre

pas que cette affectation répond à un projet concret d'aménagement pour les 15 prochaines années.

- Maintenir ce secteur en zone agricole protégée ou démontrer que son affectation en zone de verdure répond à un projet concret d'aménagement qui sera réalisé dans les 15 prochaines années.

#### 1.1.7 Zone mixte 15 LAT

##### Règlement

Demande :

Conformément à la directive NORMAT 2, il est nécessaire de définir, pour les zones mixtes, une part minimale pour chacune des affectations. L'article 100 du règlement définit une part minimale pour les activités mais pas pour l'habitation.

- Compléter cet article en fixant une part minimale de surface de plancher dédiée à l'habitation.

#### 1.1.8 Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT

##### Règlement

Demande :

Le règlement ne fixe pas de mesure d'utilisation du sol pour cette zone.

- En application de l'art. 22 LATC, définir une mesure d'utilisation du sol.

#### 1.1.9 Disponibilité des terrains

##### Plan et règlement

Demandes :

Plusieurs parcelles comprises dans le PACom sont non bâties. En application de l'article 52 LATC, la disponibilité de ces parcelles doit être garantie. Le plan identifie par une étoile les parcelles concernées par la garantie de la disponibilité des terrains. Toutefois, quelques parcelles, qui semblent non bâties, ne comportent pas d'étoiles (5595, 6006 etc.). Il est à noter que les parcelles s'étant vu délivrer un permis de construire mais sur lesquelles les travaux n'ont pas débuté sont également concernées. Par ailleurs, le règlement ne mentionne pas les parcelles marquées par une étoile et ne précise pas quelle sanction sera appliquée en cas de non-utilisation des droits à bâtir.

- Placer, sur le plan du PACom, une étoile sur toutes les parcelles non bâties, y compris les petites parcelles pour lesquelles un remembrement foncier avec une parcelle voisine est

possible. Seules peuvent faire exception les parcelles de très petite taille sur lesquelles une construction ne peut être réalisée et qui ne peuvent faire l'objet d'une mesure de remembrement foncier.

- Si votre Autorité décide de régler la disponibilité de certaines parcelles par le biais de contrat au sens de l'art. 52 al. 2, lettre C, ces contrats signés devront faire partir du dossier d'enquête publique ainsi que du dossier d'approbation. Si ce n'est pas le cas, il y a lieu de supprimer la lettre B de l'art. 135 du règlement.
- Compléter l'article 135 du règlement en précisant que les parcelles marquées d'une étoile sont soumises à la garantie de la disponibilité des terrains, en indiquant le délai de construction et la sanction prévue en cas de non-réalisation.

L'article 74 du règlement, en fixant une surface parcellaire minimale pour permettre la constructibilité des parcelles, pourrait être considéré comme étant contraire au principe de la disponibilité des terrains selon l'art. 15a LAT.

- Supprimer l'article 74 du règlement.

#### 1.1.10 *Plus-value*

##### Rapport 47 OAT

Demande :

Le rapport 47 OAT affirme que les parcelles concernées par la plus-value sont celles listées en page 38 et 39 du rapport 47 OAT. Or nous constatons que plusieurs parcelles qui bénéficient d'une extension de la zone à bâtir (par exemple, les parcelles 3572, 7176, 9068, 9842, 5595, 10143 etc.) ne sont pas listées sur ces 2 pages. Pour rappel, en application de l'art. 33 RLAT, la Municipalité doit identifier l'ensemble des parcelles bénéficiant d'une plus-value sensible, et les reporter dans le rapport 47 OAT.

- Compléter le rapport 47 OAT en listant l'ensemble des parcelles susceptibles d'être concernées par une plus-value.

#### 1.1.11 *Installations commerciales à forte fréquentation*

##### Règlement

Demande :

L'article 57 du règlement autorise les activités commerciales en zone centrale. Or il ne limite pas la surface de vente totale des commerces à moins de 2500 m<sup>2</sup>. En application de la mesure D13 du PDCn, il est demandé de :

- Limiter la surface de vente totale de l'ensemble des commerces dans la zone centrale à moins de 2500m<sup>2</sup> ou compléter le rapport 47 OAT, en démontrant que les critères de la mesure D13 sont respectés.

#### 1.1.12 Remarques de forme

#### 47 OAT

Demandes :

- Compléter le rapport 47 OAT avec la liste complète des plans et règlement en vigueur qui seront abrogés par le PACom. Faire la distinction entre les plans et règlement qui seront abrogés partiellement et ceux qui le seront entièrement. Le tableau figurant au chapitre 4.5 ne les énumère pas tous.
- Justifier l'abrogation de la modification du plan général d'affectation "Maison Jaune", qui a moins de 15 ans, sous l'angle de l'article 27 LATC (stabilité des plans).

#### Plan

Demandes :

- Dans certains cas, les modifications de zone ne semblent pas toujours coordonnées de manière précise avec les indications figurant sur les fiches sectorielles du PDCom, comme par exemple à Lalex ou sur la parcelle 9068 à la Villette. Or les deux documents doivent être strictement coordonnés.
- Au niveau de la légende : il manque la représentation des bâtiments hachurés sur le plan. Il faut donc l'indiquer.
- Au niveau de la légende, la représentation « *Secteur de restriction concerné par des dangers naturels (voir carte des secteurs en annexe du RPACom)* », n'est pas conforme à NORMAT 2. Dans la mesure du possible, se conformer à NORMAT 2.
- Le règlement mentionne une zone viticole protégée. Or cette dernière n'apparaît pas dans la légende du plan. A corriger.
- Le secteur sis au sud-est d'Aran semble non affecté ou non compris dans le plan bien qu'il ne soit pas détourné par le périmètre du plan d'affectation. Délimiter de manière claire la partie comprise dans le périmètre du PACom en tenant compte de notre demande ci-dessus (§ 1.1.1).

#### Règlement

D'une manière générale, nous vous rendons attentifs au fait que les dispositions réglementaires devraient être définies de manière claire, sur la base de critères objectifs, et qu'il faut éviter les formulations vagues qui ouvrent la porte à une interprétation arbitraire.

Demandes :

- Article 10 : cet article précise que les dispositions fixées dans la « Planification Energétique Territoriale » s'appliquent. Or il n'est pas possible de renvoyer, dans le règlement, à des règles définies dans un document externe qui n'a pas suivi la procédure LATC. Il est donc nécessaire de retranscrire les règles contenues dans la « Planification Energétique Territoriale » et relatives à l'affectation dans le règlement.
- Article 49 al. 1 : limiter les dépendances à une surface de 40m<sup>2</sup>.
- Article 71 : cet article renvoie à l'article 52, numérotation qui semble erronée.

## **2. DGTL - DGTL - DIRECTION DES PROJETS TERRITORIAUX (DGTL-DIP) – AMÉLIORATIONS FONCIÈRES**

Répondant : Denis Leroy

T : 021 316 64 42

M : denis.leroy@vd.ch

Date du préavis : 17.05.23

### **2.1 DISPONIBILITÉ FONCIÈRE : NON CONFORME, À ANALYSER**

La parcelle no 9873 est frappée par la garantie de la disponibilité des terrains. Il s'avère que cette parcelle est une parcelle de dépendance grevée d'une mention LATC (ID 009.2004/000596) la rendant inconstructible.

#### [Plan](#)

Demandes :

- Retirer la pastille "Parcelle concernée par la disponibilité des terrains" sur la parcelle no 9873.
- Modifier l'affectation de cette parcelle (Zone de verdure 15 LAT, par exemple).

#### [Rapport 47 OAT](#)

Demande :

- Mettre à jour le tableau du chapitre 5.3.

L'art. 135 du projet de règlement propose pour la garantie de la disponibilité des terrains d'appliquer soit l'art. 52, al. 2, let. b LATC, soit l'art. 52, al. 2 let. c LATC (contrat de droit administratif).

Compte tenu du fait que toutes les parcelles mentionnées sont non bâties, l'art. 52, al. 2, let. b LATC est suffisant. L'art. 52, al. 2 let. c LATC s'applique généralement aux terrains partiellement construits.

#### Règlement

Demande :

- Le point b) de l'article 135 est à supprimer.

#### Rapport 47 OAT

Demande :

- Modifier le chapitre 5.3

Il a été constaté que certaines parcelles non construites ne bénéficiant d'un permis de construire ou n'ayant pas déposé une demande d'autorisation de construire ne sont pas touchées par la garantie de la disponibilité des terrains. Par exemple, la parcelle no 321 est touchée par cette disposition alors que sa voisine, la parcelle no 319, ne l'est pas.

#### Plan

Demande :

- Mettre à jour les parcelles concernées par la garantie de la disponibilité des terrains.

#### Rapport 47 OAT

Demande :

- Mettre à jour le tableau du chapitre 5.3.

Enfin, à titre informatif, il convient de relever que certaines parcelles frappées de la garantie de la disponibilité des terrains selon le plan ne sont accessibles qu'à pied (absence de servitude de passage pour véhicules).

## 2.2 FAISABILITÉ FONCIÈRE : NON CONFORME, À ANALYSER

### 2.2.1 Zone de desserte

Les parcelles no 5662 et 3065, appartenant à des propriétaires privés, sont affectées en Zone de desserte. Or seuls les domaines publics peuvent être affectés en Zone de desserte.

Demandes :

- Si la Commune souhaite maintenir l’affectation des parcelles no 5662 et 3065 en Zone de desserte, ces dernières feront l’objet d’une enquête publique conformément à l’art. 13 de la loi sur les routes permettant de passer ces parcelles au domaine public.
- L’enquête publique sera menée simultanément à celle du plan d’affectation communal.
- Si la Commune renonce à appliquer la loi sur les routes, ces parcelles devront conserver leur affectation actuelle (zone centrale et zone d’habitation de très faible densité).

Rapport 47 OAT

Demande :

- Page 25, « zone de desserte 15 LAT » : remplacer la phrase par « Cette nouvelle zone correspond à l’emprise des domaines publics dans lesquels les législations fédérale et cantonale en la matière sont applicables ».

Règlement

Demandes :

- À l’art. 121 : modifier l’article en écrivant simplement : « La présente zone est destinée au domaine public ».
- Art. 139 : mettre en cohérence la liste des plans abrogés avec celle figurant en page 29 du rapport 47 OAT et vice versa. Indiquer également les éventuels plans généraux d’affectation (ou autre appellation) qui sont abrogés complètement, ainsi que les plans qui ne sont abrogés que partiellement.

## 2.3 FAISABILITÉ FONCIÈRE : NON CONFORME, À ANALYSER

### 2.3.1 Zone affectée à des besoins publics

Une parcelle ou fraction de parcelle ne peut être affectée en Zone affectée à des besoins publics que si la commune ou toute autre entité publique ou parapublique dispose de la maîtrise foncière et ce pour un usage d’ordre (para-) public.

Les parcelles no 192, 193, 214, 1517, 3542, 3543, 3544, 4020, 4028, 9928 et 9058, toutes affectées en Zone affectée à des besoins publics selon le projet, sont des parcelles appartenant à des propriétaires privés.

A relever que la parcelle no 4028 appartient à la Commune de Payerne mais qui ne déploie pas d’activités publiques sur le territoire de la Commune de Bourg-en-Lavaux.



Demande :

- Les conventions précisant les conditions de cession des parcelles no 192, 193, 214, 1517, 3542, 3543, 3544, 4020, 4028, 9058 à la Commune seront signées entre la Commune et les propriétaires concernés avant l'enquête publique du plan d'affectation.
- Les conventions signées accompagneront le dossier du plan d'affectation lors de son approbation par le Département. Faute de convention, l'affectation de ces parcelles devra être modifiée.

Remarques de la DGTL-DAM : En cas d'absence de conventions signées, les parcelles no 192, 193, 214, 1517 et 9928 pourront être affectées en zone de verdure 15 LAT, tandis que les parcelles 3542, 3543, 3544, 4020, 4028 demeureront affectées en zone viticole ou seront affectées en zone viticole protégée.

### **3. DGTL - DIRECTION DES PROJETS TERRITORIAUX (DGTL-DIP) - SITES ET PROJETS STRATÉGIQUES (DGTL-SPS) ET UNITÉ ÉCONOMIE RÉGIONALE DU SERVICE DE LA PROMOTION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION (SPEI-UER)**

Répondante : Pascale Pacozzi (DGTL-SPS) – Sophie Logean (SPEI-UER)

T : 021 316 74 18 - 021 316 62 66

M : pascale.pacozzi@vd.ch - sophie.logean@vd.ch

Date du préavis : 19.06.2023

#### **3.1 SYSTÈME DE GESTION DES ZONES D'ACTIVITÉS : NON CONFORME, À ANALYSER**

Sous-thématique

- Dimensionnement des zones d'activités
- Affectation des zones d'activités

#### **3.2 PRÉAVIS**

Bases légales :

- Ligne d'action D1, mesures D12
- Dimensionnement des zones d'activités

Selon le PA en vigueur, la commune de Bourg-en-Lavaux ne dispose que d'une zone d'activités artisanales et commerciales située au nord du bourg de Cully et des voies de chemins-de-fer, proche de la gare. Le projet de PA reconvertit cette ZA en zone mixte avec une part minimale de 30% d'activités dédiées à l'artisanat, au commerce et au tertiaire. Ce dernier est ajouté aux types d'activités admises.

Cully constitue un centre régional inscrit au PDCn. Selon l'étude cantonale « Stratégie de gestion des zones d'activités, étude de base » (2016), la région de Lavaux-Oron montre un sous-dimensionnement des zones d'activités à l'horizon 2030. Ceci est confirmé par le diagnostic de la stratégie régionale de gestion des zones d'activités (SRGZA) de Lavaux-Oron. L'actuelle zone d'activités est inscrite au bilan des réserves du système cantonal de gestion des zones d'activités (SGZA) en tant que secteur bâti avec potentiel de densification.

Selon les geodonnées la zone est occupée par un immeuble de logements avec rez commercial et par des bâtiments d'activités comportant un ou plusieurs logements.

La reconversion de la zone artisanale et commerciale en zone mixte peut être admise en tant que mise en conformité de l'état existant et pérenne (présence de logements) aux conditions suivantes :

#### Règlement

Demandes :

Art. 100 :

En raison de la situation annoncée de pénurie de zones d'activités dans la région, la DIP accepte l'affectation en zone mixte de l'actuelle zone d'activités aux conditions suivantes :

- Définir que la part de surfaces de plancher (SPd) destinées aux activités est de 50% au minimum.
- Préciser que, étant donné la qualité de desserte TP (type C), les SPd seront majoritairement dédiées aux activités artisanales, avec seulement une part restreinte d'activités tertiaires.
- Fixer un nombre maximal de surface de vente des commerces en application de la mesure D13 du PDCn.

#### Rapport 47 OAT

Demandes :

- Compléter le chapitre 3. « Dossier directeur - Urbanisme et vie sociale - Maintenir une mixité habitat-activités » avec un principe sur le maintien voire le développement des activités artisanales participant à la diversité des emplois et correspondant au principe du PDCom sur les activités productives.
- Compléter le chapitre 4.4 « Modifications apportées au statut du sol » - zone mixte 15 LAT par
  - La justification de la reconversion de la zone artisanale et commerciale existante pour mise en conformité de l'état actuel tout en privilégiant les activités.

- La synthèse des réflexions qui fondent les parts d'activités et de logements ainsi que le nombre maximal de surfaces de vente.
- La justification d'implanter des activités tertiaires dans la zone.
- Compléter le chapitre 5. « Justification et conformité » par
  - Une rubrique sur la mesure D12 Zones d'activités du PDCn, en relation avec la reconversion de la zone d'activités existante.
  - Une rubrique sur la mesure D13 Installation à forte fréquentation du PDCn, en relation avec les surfaces commerciales.

#### **4. DGTL - DIRECTION DU LOGEMENT (DGTL-DIL)**

Répondante : Noemi Redondo

T : +41 (0) 21 316 63 97

M : noemi.redondo@vd.ch

Date du préavis : 15.06.2023

#### **4.1 LOGEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE : PAS CONCERNÉS**

#### **DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)**

#### **5. DGE - DIRECTION DE L'ÉNERGIE (DGE-DIREN)**

Répondante : Céline Pahud

T : 021 316 75 55

M : celine.pahud@vd.ch

Date du préavis : 22.06.2023

#### **5.1 PLANIFICATION ÉNERGÉTIQUE : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

##### [Règlement](#)

Demandes :

- L'art 10 sur la planification énergétique territoriale doit être modifié en retranscrivant les secteurs énergétiques identifiés dans la planification énergétique directement dans le PACom (plan) et le règlement s'y référant. La DIREN se tient à disposition en cas de question. L'étude de planification énergétique doit faire partie du dossier (dans les annexes) afin de vérifier la cohérence avec les éléments retranscrits dans le plan d'affectation.
- L'article 54 al. 6 sur les capteurs solaires doit être modifié pour être conforme à l'art. 18a, al. 3 LAT, par exemple par un renvoi à la loi fédérale. Les biens culturels ou sites

d'importance cantonale ou nationale pour lesquels une autorisation de construire est nécessaire sont définis dans l'art. 32b OAT et ne correspondent pas exactement à la zone centrale 15 LAT du PACom.

**6. DGE - DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL, URBAIN ET RURAL (DGE-DIREV) -  
DIVISION AIR, CLIMAT ET RISQUES TECHNOLOGIQUES (DGE-ARC)**

LUTTE CONTRE LE BRUIT

Répondant : Bertrand Belly  
T : 021 316 43 66  
M : bertrand.belly@vd.ch  
Date du préavis : 26.06.2023

**6.1 DEGRÉS DE SENSIBILITÉ AU BRUIT : CONFORME**

Demande : néant

La DGE accepte l'attribution des degrés de sensibilité à l'art 8 du PA.

ACCIDENTS MAJEURS

Répondante : Lise Castella  
T : 021 316 43 61  
M : lise.castella@vd.ch  
Date du préavis : 15.05.2023

**6.2 COORDINATION AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET PRÉVENTION DES ACCIDENTS  
MAJEURS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

Règlement

Demande :

- Le règlement doit être complété et doit mentionner la problématique des objets sensibles. Il peut être reformulé comme suit :
  1. Afin de garantir la protection de la population contre de graves dommages résultant d'accidents majeurs, une étude de risque peut être exigée lors de l'élaboration des projets de construction, transformation, agrandissement ou changement de destination dans le périmètre de consultation figuré sur le PACom. Des mesures spécifiques (techniques, organisationnelles ou/et constructives) peuvent en découler et doivent dans tous les cas être recherchées. Les mesures de protection retenues devront figurer dans le dossier de demande de permis de construire.

2. Les « objets sensibles » comme les écoles, jardins d'enfants, crèches, EMS ou toute autre installation abritant des personnes difficiles à évacuer sont en principe proscrits à l'intérieur des périmètres de consultation OPAM.

À titre exceptionnel, des « objets sensibles » et d'intérêt public prépondérant peuvent être réalisés à une distance d'au moins 50 m de l'installation soumise à l'OPAM, pour autant que des mesures fortes de réduction des risques soient mises en place et qu'une étude démontre que ces mesures sont suffisantes pour assurer la protection des personnes.

**7. DGE - DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL, URBAIN ET RURAL, DIVISION PROTECTION DES EAUX, SECTION ASSAINISSEMENT URBAIN ET RURAL (DGE/DIREV/PRE/AUR)**

Répondant : Simon Pérusse Fortier

T : 021/3167539

M : [simon.perusse-fortier@vd.ch](mailto:simon.perusse-fortier@vd.ch)

Date du préavis : 26.05.2023

**7.1 THÉMATIQUE : PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT / ÉQUIPEMENTS : NON CONFORME À TRANSCRIRE**

**7.2 THÉMATIQUE : PROTECTION DE L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT / ÉVACUATION DES EAUX : CONFORME**

**7.2.1 Constat**

Le Plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de la Commune de Bourg-en-Lavaux a été approuvé par localités en 2013. Selon les informations contenues dans le rapport 47 OAT, il serait en cours de révision.

Les eaux usées de la Commune sont acheminées vers les STEP de Cully et de Lutry. Des travaux de mises en conformités étaient planifiés sur les réseaux afin de diminuer la quantité d'eaux claires parasites acheminées aux STEP (mise en séparatif, étanchéification des collecteurs, etc.).

D'autre part, bien que les STEP respectent globalement les exigences de rejets définis par l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux, leurs fonctionnements sont proches de leurs limites de capacité. Nous rappelons que les stations d'épuration font partie intégrante de l'équipement au sens de l'art. 19 LAT.

Le périmètre de la modification partielle du plan permettra d'augmenter la capacité totale et engendrera une augmentation de la surface imperméable.

Le rapport 47 OAT indique qu'une coordination avec le PGEE communal doit permettre d'évaluer l'impact des projets sur le réseau communal ainsi que la qualité de ce réseau au stade de la demande de permis de construire.

Demandes :

- Il conviendra de transcrire dans le rapport 47 OAT que les stations d'épuration font partie intégrante de l'équipement. Leurs états actuels de fonctionnement et la concordance de leurs rejets par rapport à la législation doivent également être transcrits.
- Dans tous les cas, les futures mises à jour du PGEE devra tenir compte des changements induits par ce plan d'affectation (Art. 5 OEaux).

#### **8. DGE - DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL, URBAIN ET RURAL (DGE-DIREV) - ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL (DGE-ASS/AI)**

Répondante : Denise Bussien

T : 021 316 00 37

M : denise.bussien-grosjean@vd.ch

Date du préavis : 11.05.2023

##### **8.1 SITES POLLUÉS : CONFORME**

###### **8.1.1 Sites pollués d'aires d'exploitation, buttes de tir et lieux d'accidents**

Le plan d'aménagement soumis répond aux exigences minimales résumées dans la fiche d'application "Comment établir un projet de planification comprenant des sites répertoriés au cadastre des sites pollués ?"

#### **9. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION GÉOLOGIE, SOLS ET DÉCHETS (DGE-GEODE) - DANGERS NATURELS (DGE-GEODE/DN)**

Répondant : Nicolas Gendre

T: +41 21 316 47 94

M : nicolas.gendre@vd.ch

Date du préavis : 22.08.2023

##### **9.1 DANGERS NATURELS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

La problématique des dangers naturels a fait l'objet d'une étude par les bureaux Geotest et Grüner (cf. rapport technique du 27 avril 2023) ainsi que d'une transcription dans le plan et dans le règlement, conformément aux attentes de la DGE.

La DGE émet cependant les quelques remarques suivantes :

## Plan

Demande :

- La carte de danger d'inondation par remontée de lac n'a pas été prise en compte. Celle-ci n'était probablement pas disponible au début de la révision du PACom. Il serait bien de la retranscrire dans le présent projet afin d'éviter une révision du PACom uniquement pour cet aspect-là dans les années à venir. D'autant plus que très peu de parcelles sont touchées par cet aléa.

## Rapport 47 OAT

Demande :

- Il manque un chapitre sur les dangers naturels qui intègre : la description de la situation de dangers (intégrant des extraits de cartes de danger pour tous les aléas) des enjeux et des risques, le développement des intentions éventuelles de la commune et de la transcription adoptée sur le plan et dans le règlement.

## Plan d'aménagement

Demande :

- Il manque le secteur de restriction GPP/GSS2 dans le secteur des parcelles n°5656, 4215, 4216 et suivantes. Il faut reprendre les secteurs de restrictions GSS/GPP définis dans l'ERPP en annexe 6.
- Enlever des secteurs de restrictions les parcelles exposées à un danger d'inondation de degré « résiduel » (hachuré jaune et blanc), comme le veut la pratique cantonale. Ces dernières doivent être transcrites uniquement en présence d'un objet sensible, présent ou projeté. Si le bureau spécialiste juge néanmoins nécessaire de garder des secteurs de restrictions sans objets sensibles, l'accord de la commune est requis. Si le besoin est maintenu, créer un secteur particulier renvoyant à des mesures plus proportionnées (il s'agit d'un temps de retour extrême, supérieur à 300 ans).
- Il n'est pas nécessaire de prendre l'entier des grandes parcelles dans les secteurs de restriction comme, par exemple, la 5759, 5758, 5149, 3569, 275, 152 etc.... Il est tout à fait possible de prendre uniquement une partie de ces parcelles en secteur de restriction tant qu'un bâtiment n'est pas coupé au sein d'une parcelle (cf. publication « règles de base » juillet 2021). Si l'entier de la parcelle devait être intégrée en secteur de restriction, une explication doit être décrite dans le rapport.

## Règlement

Demande :

- Rajouter ce début de phrase dans l'article 13 dangers naturels en début d'alinéa 2 :  
"Conformément à l'art. 120 LATC et l'art. 11 à 14 LPIEN, ... ».

### **10. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION GÉOLOGIE, SOLS ET DÉCHETS (DGE-GEODE) - CARRIÈRES ET DÉPÔTS D'EXCAVATION (DGE-GEODE/CADE)**

Répondant : Raphaël Yersin  
T : 021 316 75 20  
M : raphael.yersin@vd.ch  
Date du préavis : 29.06.2023

N'est pas concerné par le présent projet.

### **11. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION GÉOLOGIE, SOLS ET DÉCHETS (DGE-GEODE) - GESTION DES DÉCHETS (DGE-GEODE/GD)**

Répondant : Philippe Veuve  
T : 021 316 75 28  
M : philippe.veuve@vd.ch  
Date du préavis : 21.06.2023

N'a pas de remarque à formuler.

### **12. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION GÉOLOGIE, SOLS ET DÉCHETS (DGE-GEODE) – EAUX SOUTERRAINES - (DGE-GEODE/HG)**

Répondant : Thierry Lavanchy  
T : 0213167543  
M : thierry.lavanchy@vd.ch  
Date du préavis : 11.07.2023

#### **12.1 EAUX SOUTERRAINES : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

## Rapport d'aménagement 47 OAT

Le périmètre du plan d'affectation communal de la commune de Bourg-en-Lavaux (ci-après : « PACom ») est concerné, par les zones S1 et S3 de protection des eaux du puits du « Bain des Dames » à Cully, les zones S1, S2 et S3 de protection des eaux de la source de « L'Arabie » à Riex, les zones S1, S2 et S3 de protection des eaux des sources des « Dares » et de « La Cornallaz » à



Epesses, les zones S1, S2 et S3 de protection des eaux de la source de « La Jamaire », les zones S1, S2 et S3 de protection des eaux des sources de « Bahyse », « Blanche » et « Galerie du lac de Brêt » à Grandvaux, ainsi que par l'extension de la zone S3 de protection des eaux de la source « Jordillon » à Villette, alimentant le réseau communal de distribution d'eau potable.

Une partie de la localité de Cully et des hauts de Grandvaux se situent en secteur Au de protection des eaux. Le solde du territoire se situe en secteur üB de protection des eaux.

Les zones S1 et S2 de protection des eaux sont inconstructibles.

Bien que les restrictions d'utilisation du sol en zones S1, S2 et S3 de protection des eaux, provenant de bases légales fédérales, suppléent celles du PACom, il est nécessaire de prévoir, dans la mesure du possible et des constructions existantes, des zones d'affectation compatibles avec la protection des eaux souterraines.

En l'occurrence, aucune zone S1 ou S2 n'est affectée en zone constructible dans le périmètre du PACom. La zone S3 de protection des eaux demeure constructible pour de l'habitation sous réserve des profondeurs d'excavation, évaluées de cas en cas en fonction des conditions hydrogéologiques locales, et de la sécurisation des équipements. En conséquence, la faisabilité d'excavations sur les parcelles situées en zone S3 de protection des eaux et affectées en zone constructible (zone centrale 15 LAT, zone d'habitation de faible densité 15 LAT, zone d'habitation de très faible densité 15 LAT et zone affectée à des besoins publics 15 LAT à Cully, ainsi que zone d'habitation de très faible densité 15 LAT et zone affectée à des besoins publics 15 LAT à Grandvaux) est réservée.

Sur les parcelles concernées, les constructions demeurent soumises à une autorisation spéciale au sens de l'art. 120 LATC sur la base d'une évaluation hydrogéologique circonstanciée. Dans tous les cas, l'implantation d'activités industrielles ou artisanales polluantes pour les eaux est strictement interdite en zone S3 de protection des eaux.

Les zones de protection des eaux concernent de la zone agricole 16 LAT et de l'aire forestière. Des conditions d'exploitation agricoles et forestières permettant de préserver la qualité des eaux souterraines devront toutefois être observées. Les zones de protection des eaux sont finalement concernées par de la zone de desserte 15 LAT. Les installations routières existantes en zones S1, S2 et S3 de protection des eaux doivent être sécurisées, les travaux d'entretien des installations concernées sont soumis à une autorisation spéciale au sens de l'article 19 LEaux.

Le secteur Au de protection des eaux implique également des contraintes en matière d'aménagement.

En effet, dans un tel secteur, il est notamment interdit de mettre en place des installations qui sont situées au-dessous du niveau piézométrique moyen de la nappe souterraine (OEaux, al. 2 du point 211 de l'Annexe 4) ou d'infiltrer des eaux pluviales altérées dans le sol. Les installations de stockage de liquides de nature à polluer les eaux sont soumises aux articles 22 à 25 de la LEaux, aux articles 32 et 32a de l'OEaux, ainsi qu'à son annexe 4 chiffres 211.

Demande :

- Corriger les deux points consacrés à la protection des eaux souterraines, le premier en page 11 (point 2.2.4) et le second en page 36 (mesure F44 du PDCn) en fonction de ce qui précède.

#### Plan

Etant donné que plusieurs zones de protection des eaux sont présentes dans le périmètre du PACom et se prolongent en dehors où les données ne sont pas représentées à l'exception de l'aire forestière, l'identification des zones de protection des eaux n'est pas évidente sur le plan.

Demandes :

- Améliorer la lisibilité des zones de protection des eaux ;
- Ajuster l'étiquette de la zone S3 de la source de « La Jamaire » (dans la zone S2), en d'autres termes il faut mettre l'étiquette de la zone S3 dans la bonne zone.
- Ajouter une étiquette pour la zone S3 de la source de « Galerie du lac de Bret ».

#### Règlement

Demandes :

- Art. 16, alinéa 1 : Supprimer la mention de « périmètres » car il n'y en a pas.
- Art. 16, alinéa 1 : Simplifier la référence aux zones de protection des eaux en supprimant « S1 (zone de captage), S2 (zone de protection rapprochée) et S3 (zone de protection éloignée) » ;
- Art. 16, alinéa 2 : Remplacer la référence « un secteur particulièrement menacé » par « une zone de protection des eaux » ;
- Art. 50, alinéa 2 : Compléter cet article en indiquant que l'admissibilité des constructions souterraines est réservée en fonction des contraintes fixées par le droit cantonal et fédéral en matière de protection des eaux.

### 12.2 EAUX MÉTÉORIQUES : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

L'infiltration est le mode d'évacuation des eaux non polluées à envisager en priorité (art. 7 LEaux). Le recours à l'infiltration des eaux n'est toutefois pas toujours admissible en fonction de la qualité des eaux à évacuer et de la vulnérabilité des eaux souterraines. L'infiltration des eaux des places de stationnement individuel à travers une couche de sol biologiquement actif (durablement végétalisé) est en principe admise en zone S3 de protection des eaux ainsi qu'en secteur Au de protection des eaux.

## Règlement

Il est pris note de l'alinéa 4 de l'article 18, dont le contenu est conforme à nos exigences.

Demandes :

- Ajouter la loi cantonale vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public (LPDP) dans les abréviations.
- Ajouter une réserve indiquant que l'infiltration des eaux météoriques est soumise à une autorisation cantonale au sens de l'article 12a LPDP ou un renvoi à l'article 18 aux articles 82, 93 et 104.

### **13. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION RESSOURCES EN EAU ET ÉCONOMIE HYDRAULIQUE (DGE-EAU) - ECONOMIE HYDRAULIQUE (DGE-EAU/EH)**

Répondant : Yves Châtelain  
T : 021 316 75 16  
M : yves.chatelain@vd.ch  
Date du préavis : 24.05.2023

#### **13.1 ESPACE COURS D'EAU : CONFORME**

#### **13.2 EAUX CLAIRES : CONFORME**

#### **13.3 DANGERS NATURELS : CONFORME**

### **14. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION BIODIVERSITÉ ET PAYSAGE (DGE-BIODIV)**

Répondant : Nicolas Hausel  
T : 021 557 86 46  
M : nicolas.hausel@vd.ch  
Date du préavis : 14.7.23

#### **14.1 PLANIFICATION DIRECTRICE : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

## Rapport OAT 47, plan, règlement

Le PDCom prévoit un certain nombre de mesures qui doivent être intégrées dans le PACom.

#### Demande

- Démontrer de manière précise quelles mesures ont été prises dans le règlement et sur le plan afin de mettre en œuvre les mesures et actions identifiées au chapitre 3.2 du projet de PDCom.

Par ailleurs, des parcelles restant affectées en zone à bâtir peuvent présenter des valeurs naturelles dignes de protection (par ex. parcelles 5406, 5451, 5674, 5676, 5745 5758, ...). Il serait utile de prendre dans le règlement du PACom des mesures afin de permettre l'identification et la protection de ces valeurs ainsi que les éventuelles mesures de remplacement nécessaires.

### PATRIMOINE NATUREL

#### 14.2 INVENTAIRE NATUREL : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

##### Rapport OAT 47

##### 14.2.1 *Affectation des biotopes*

Il serait utile de protéger les biotopes du Tronchet proposés à l'inventaire cantonal (site de reproduction des batraciens VD 884 et VD 163 et bas-marais VD 143) par une affectation adéquate (art. 27 LPrPNP). Les autres biotopes cités sont inclus dans le périmètre du PAC Lavaux.

La commune peut dresser un inventaire communal des biotopes (art. 8 LPrPNP). Ceux-ci devront aussi faire l'objet d'une affectation particulière.

La protection des milieux naturels et des espèces protégées au sens de l'art 18 LPN peuvent nécessiter la définition de zones protégées au sein du milieu bâti.

#### Demandes :

- Prendre des mesures concrètes, dans le plan et dans le règlement, afin d'atteindre les objectifs de protection mentionnés au chapitre 2.2.4 du rapport 47 OAT ;
- Indiquer, dans le chapitre 2.2.4 du rapport 47 OAT, les mesures prises dans le plan et dans le règlement afin d'atteindre les objectifs de protection mentionnés dans ledit chapitre.

##### Règlement

##### 14.2.2 *Protection des espèces et des milieux naturels et mesures de remplacement*

Des milieux naturels et des espèces protégées au sens de l'art.18 LPN et des art.14 et 20 OPN sont présents dans des territoires voués à l'urbanisation. L'identification des milieux naturels et des espèces protégées et l'évaluation des atteintes au patrimoine naturel et paysager d'importance locale au sens des art.14 al.5 et 6 OPN est de responsabilité communale (art. 8 al.1 l. c LPrPNP).

La protection, la reconstitution ou le remplacement des milieux naturels et espèces protégées doit être garantie par l’auteur de l’atteinte (art. 14 al.7 OPN et art. 39 LPrPNP).

Le règlement du PACom doit contenir les dispositions permettant à la commune d’exiger ces procédures. Dans le but de faciliter la réalisation de mesures de remplacement, la commune met en place un projet de protection du patrimoine naturel et paysager (art. 40 LPrPNP)

Demandes :

- Intégrer à l’art 14 du règlement un alinéa précisant que : L’identification des biotopes dignes de protection et l’évaluation des atteintes prévisibles par un professionnel qualifié peut être exigée par la Municipalité lors de projets de construction. En cas d’atteinte avérée à des milieux naturels ou des espèces protégées, elle exige et s’assure de leur protection, reconstitution ou remplacement adéquat. Elle soumet les projets intervenant dans un biotope non inventorié digne de protection au sens de l’art.18 LPN à l’autorité cantonale compétente pour préavis.
- Intégrer à l’art 14 du règlement un alinéa précisant que : Dans le but de faciliter la réalisation de mesures de remplacement par les personnes qui y sont assujetties, la commune propose un choix de projets ou des terrains qui se prêtent à l’exécution des mesures ordonnées.
- Intégrer à l’art 14 du règlement un alinéa précisant que : « Les travaux de rénovation ou d’isolation sur l’enveloppe de bâtiment abritant des espèces protégées ne sont autorisés qu’entre septembre et fin février. En cas de démolition d’un bâtiment comportant des nids, des nichoirs de remplacement doivent être installés dans un périmètre de moins de 50m ».

#### 14.2.3 *Affectation des biotopes*

Les biotopes et éléments de mises en réseau doivent être affectés (art. 27 LPrPNP). Les communes peuvent définir, dans leurs plans d’affectation, des zones libres de construction ou des zones de protection au sein de l’espace bâti (art. 44 LPrPNP).

#### 14.2.4 *Compensation écologique*

Les articles 43 al. 1 et 44 LPrPNP demandent que les communes tiennent compte des principes de compensation écologique et des objectifs d’amélioration de la biodiversité et du paysage dans leur plan d’aménagement et règlements.

Le PDCom prévoit d’assurer la création de corridor de faune en renforçant les structures guides (haies...).

Au vu des principes directeurs et mesures concernant les paysages naturel et bâti exprimés dans le PDCom, la notion de compensation écologique au sens de l'art. 18b al.2 LPN, art. 15 OPN et art.43 LPrPNP et les objectifs d'amélioration de la biodiversité (art.44 LPrPNP) doivent être intégrés au règlement du PACom. Une part des surfaces vertes doit être aménagée de manière favorable à la biodiversité (LPrPNP art. 44 al.2 let.d).

Demande :

- Compléter la lettre f de l'alinéa 1 de l'article 131 par : « (...) les aménagements favorables à la biodiversité (...) ».

#### Plan

Il est recommandé d'affecter les biotopes du Tronchet (art. 27 LPrPNP) en zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT ainsi que le corridor écologique prévu.

### 14.3 PATRIMOINE ARBORÉ : CONFORME

La DGE-BIODIV souligne la qualité des dispositions de l'article 19 du rPACom

### 14.4 MODIFICATION DE MINIME IMPORTANCE

#### Règlement

- L'art. 71 al.1 renvoie à l'art 52. L'article traitant des buts et principes d'intégration est l'art 58.

#### Plan

- Le plan d'affectation dans sa version .pdf présente quelques erreurs d'affichage des limites de parcelles (5474, 10135, 6073, 10142, 10143, 10140, 5505, 10139)

Notre division se tient à entière disposition pour toutes questions relatives aux données liées aux inventaires et à l'application de la LPrPNP dans le cadre de la réalisation du PACom et de son règlement.

### 15. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION INSPECTION CANTONALE DES FORÊTS (DGE-FORET)

Répondant : Nathalie Grandjean

T : 021 316 61 54

M : nathalie.grandjean@vd.ch

Date du préavis : 07.08.2023

## 15.1 DÉLIMITATION DE L'AIRE FORESTIÈRE NON CONFORME, À TRANSCRIRE

### Plan

La limite de la forêt n'est pas figurée correctement sur le plan d'affectation.

Elle doit être délimitée selon les instructions de le DGE-FORET, Inspection des forêts du 5ème arrondissement et mise à jour sur le plan.

Demande :

- Les parcelles 5603, 5605, 5645, 5648, 5650, 5664, 5668, 5669, 6030, 6031 et 7081 doivent faire l'objet d'une constatation de nature forestière par l'Inspection des forêts du 5e arrondissement forestier.
- La parcelle 1512 doit reprendre la constatation de nature forestière du CAMAC 146619. La surface boisée cadastrale n'est pas correcte.
- Parcelles 5643, 5644 et 5647 : ajuster la limite forestière sur la limite du DP 117 à l'ouest de la parcelle.
- Parcelles 5651 et 5652 : ajuster la limite forestière sur la limite du DP 112.
- Parcelle 5682 : ne remplit pas les critères pour être considérée comme de la forêt, la surface boisée cadastrale doit être supprimée.
- Parcelle 7013 : reprendre et faire figurer la surface cadastrale actuelle.
- Parcelle 7022 : reprendre la surface boisée cadastrale, mais corriger en suivant l'angle du mur au nord de la parcelle.

### 15.1.1 Différenciation entre limites indicatives et limites statiques

Le plan d'affectation ne permet pas de distinguer clairement l'aire forestière figurant à titre indicatif, de celle qui confine la zone à bâtir et dont la limite légale est fixée dans le plan au sens de l'art. 24 LVLFO. Dans la zone à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui la confine, le plan doit donc être complété afin de faire ressortir cette distinction (3 légendes).

Demande :

- Distinguer les limites statiques des limites dynamiques selon l'exemple suivant
  - Légende 1 (p. ex., fond vert + liseré rouge) : Aire forestière statique (18 LAT) selon constatation de la nature forestière (art. 24 LVLFO)
  - Légende 2 (p. ex., fond vert) : Aire forestière (18 LAT) à titre indicatif (art. 1 RLVLFO)

- Légende 3 (traitillé vert) : Distance par rapport à la forêt, limite inconstructible de 10 mètres.

## **15.2 PÉRIMÈTRE D'IMPLANTATION : CONFORME**

La DGE-FORET précise que les travaux (terrassements, fouilles, etc.) et aménagements extérieurs (terrasses, dallages, luminaires, cheminements, etc.) nécessaires à la réalisation et à l'usage des ouvrages/bâtiments doivent également être situés à plus de 10 mètres de l'aire forestière.

## **15.3 CONSTATATION DE NATURE : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

Le présent plan d'affectation ne saurait constituer le document formel de constatation de nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans la zone à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celle-ci.

Demandes :

- Les limites de forêts doivent être mise à jour selon les instructions de l'inspection des forêts du 5e arrondissement (cf. point 1.1.1 du présent préavis).
- Des plans ad hoc, établis à une échelle appropriée (échelle cadastrale, 1:1'000, évent. 1:2'000), doivent être annexés au document d'affectation.
- Une fois le plan d'affectation approuvé par le Département en charge de l'aménagement du territoire, la délimitation de la forêt en rapport avec la zone à bâtir devra être suivie d'une mise à jour des natures au registre foncier pour les parcelles concernées. A cette fin des plans de mise à jour des natures et les tableaux de mutation correspondants devront être établis par un ingénieur géomètre breveté, inscrit au registre fédéral des ingénieurs géomètres, puis transmis à l'inspection des forêts du 5e arrondissement pour approbation. Les frais sont à la charge du requérant.

## **15.4 DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES À L'AIRE FORESTIÈRE : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

Règlement :

Demande :

- Supprimer l'art. 128, alinéa 3.
- Remplacer l'art. 129 par « Le présent plan d'affectation constitue le document formel de constatation de la nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans la zone à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celle-ci. Annexés au document d'affectation, les plans de constatation de la nature forestière (éch. 1 :1'000) font partie intégrante de ce document formel. »



**BASES LEGALES :**

- Art. 27 LVLFo (Distance par rapport à la forêt)
- Art. 26 RLVLFo (Distance par rapport à la forêt)

**15.5 RAPPORT 47 OAT : CONFORME**

Du point de vue forestier, les impacts du plan d'affectation sur l'aire forestière ont été correctement appréhendés, raison pour laquelle nous pouvons souscrire aux analyses et conclusions du rapport d'impact sur l'environnement.

**15.6 DANGERS NATURELS : CONFORME**

D'après les dernières données de base, plusieurs secteurs en zone à bâtir (selon 15LAT) sont exposés à du danger du chutes de pierres et blocs ainsi que de glissement spontané. Cette problématique a fait l'objet d'une étude de risque (ERPP) par le bureau Gruner Stucky SA en date du 27 avril 2023, laquelle préconise la réalisation de différents de concepts de mesures individuelles ou collectives.

Sous réserve de leur exécution, la transcription dans le plan et dans le règlement est conforme aux attentes de la DGE-FORET et n'appelle pas de remarque particulière de la DGE-Forêt à l'attention de l'UDN.

**BASES LÉGALES :**

- Art. 36 RLVLFo

**15.7 CONCLUSION**

Tel que présenté, le dossier ne peut être déposé à l'enquête publique. Toutefois, sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus, la DGE-FORET pourrait être en mesure de délivrer un préavis favorable à l'approbation du plan d'affectation par le Département en charge de l'aménagement du territoire.

**BASES LÉGALES**

Constatation de nature forestière

- art. 10 LFo
- art. 23 LVLFo (compétence)
- art. 24 LVLFo (procédure)

Délimitation des forêts

- art. 13 LFo (délimitation des forêts par rapport aux zones d’affectation)
- art. 24 RLVLFo (délimitation des forêts par rapport à la zone à bâtir)

Distance par rapport à la forêt

- art. 27 LVLFo
- art. 26 RLVLFo
- Dangers naturels
- art. 36 RLVLFo

## **DIRECTION GÉNÉRALE DES IMMEUBLES ET DU PATRIMOINE (DGIP)**

### **16. DGIP - DIVISION MONUMENTS ET SITES (DGIP-MS)**

Répondante : Joy Guardado

T : 021 316 86 80

M : joy.guardado@vd.ch

Date du préavis : 08.06.2023

#### **16.1 ISOS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

De nombreux secteurs bâtis se trouvent dans des périmètres ISOS : Cully, noyau historique de Grandvaux, Aran, Riex et Epesses.

#### [Plan](#)

Demandes :

- Epesses (Crêt-Dessus, Crêt-Dessous) : Demander une bande en zone verdure pour assurer le dégagement du noyau bâti et la transition vignes/bâti. Les jardins, étant associés aux maisons, sont relevés par l’ISOS, il est important de les traduire dans l’affectation.
- Le reste d’Epesses : Les jardins associées aux maisons assurent le dégagement du noyau bâti et la transition vignes/bâti. Pour garantir ces caractéristiques, la Division monuments et sites demande de les traduire en plan en affectant les portions de terrain en zone de verdure.

Remarques de la DGTL : nous renvoyons à notre demande relative à la zone de verdure dans le village d’Epesses ci-dessus.
--

- La Division Monuments et sites demande d’apposer un secteur de protection du site bâti 17 LAT sur les périmètres ISOS dont l’objectif de sauvegarde est maximal A.

## Règlement

Demandes :

- Art. 23 al. 6 : bien que les objets en note 4 soient de compétence locale, ceux figurant dans des périmètres ISOS avec un objectif de sauvegarde maximal, soit les noyaux historiques, participent à la composition relevée par l'inventaire fédéral. Importants pour la structure du bâti, la Division demande de n'autoriser qu'exceptionnellement les démolitions-reconstructions ; et pour autant que soit démontré l'impossibilité de la conservation de l'objet.
- Art. 67 al. 3 : la DGIP-MS demande de fixer une largeur maximale d'une lucarne à deux pans.
- La DGIP-MS demande de créer un article en lien avec le secteur de protection du site bâti 17 LAT. Une mention expliquant que tous travaux doivent être soumis pour préavis au Département cantonal compétent doit y figurer.

## Rapport 47OAT

Demande :

- Chapitre 2.2.3 : Lallex est un ensemble identifié dans la fiche ISOS de Grandvaux. La DGIP-MS demande de corriger dans le chapitre.

### 16.2 IVS : CONFORME

Pas de remarque.

### 16.3 RECENSEMENT ET OBJETS PROTÉGÉS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

#### 16.3.1 Mesures de protection spéciales au sens de la LPrPCI

## Plan

Demandes :

- Figurer en plan les objets classés ou inscrits à l'inventaire tels que des murets ou fontaines par exemple.
- Lorsqu'un objet est classé et inscrit à l'inventaire, la DGIP-MS demande de faire figurer les deux mesures de protections.

#### Règlement

Demande :

- Art. 54 al. 5 : la DGIP-MS demande d'ajouter une mention des bâtiments classés. Ceux-ci doivent également être soumis au service chargé des monuments historiques.

#### Rapport 47 OAT

Demande :

- Chapitre 2.2.3 : La Division demande d'ajouter un paragraphe sur les objets protégés (classés ou inscrits à l'inventaire).

#### 16.3.2 Recensement

#### Plan

Pas de remarque.

#### Règlement

Demande :

- Art. 23 al. 5 : Les travaux concernant les objets notés \*3\* doivent être préavisés par le Département cantonal compétent selon la LPrPCI (art. 8 al.1 let. d)

#### Rapport 47 OAT

Demande :

- Chapitre 2.2.3 : La Division demande d'ajouter un paragraphe sur les objets recensés.

### 17. DGIP - DIVISION ARCHÉOLOGIE CANTONALE (DGIP-ARCHE)

Répondante : Susan Ebbutt

T : 021 316 73 32

M : susan.ebbutt@vd.ch

Date du préavis : 13.06.2023

N'a pas de remarque à formuler.

## **ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ÉLÉMENTS NATURELS (ECA)**

### **18. ECA - PRÉVENTION DES INCENDIES ET DES ÉLÉMENTS NATURELS**

Répondant : Bruno Oddo

T : 058 721 22 47

M : prevention@eca-vaud.ch

Date du préavis : 17.05.2023

L'ECA renvoie au préavis de l'Unité des Dangers Naturels et n'a pas de remarque à formuler.

## **DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AFFAIRES VÉTÉRINAIRES (DGAV)**

### **19. DGAV - DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AMÉLIORATIONS FONCIÈRES (DGAV/DAGRI)**

Répondant : Constant Pasquier

T : 021 557 92 75

M : constant.pasquier@vd.ch

Date du préavis : 30.05.23

#### **19.1 SURFACES D'ASSOLEMENT : CONFORME**

##### [Rapport 47 OAT](#)

La DGAV-DAGRI prend note de l'affectation des parcelles sur les hauts de la commune en zone agricole (parcelles 4068, 5434, 5442, 5443, 5446, 5451, 5603, 5695, 5697, 5703, 5707, 5708, 5711, 5712, 5713, 5967, 5725, 5724, 5968, 5723 6030 et 10133), ainsi que l'affectation en zone viticole des parcelles (parcelles 4099, 5570, 9604, 9605, 9606 et 6065).

#### **19.2 ZONE VITICOLE PROTÉGÉE 16 LAT : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

##### [Règlement – PACom](#)

La DGAV-DAGRI, peut admettre la création d'une telle zone qui ne semble pas susceptible d'impacter de manière significative les exploitants de ces parcelles.

Cependant seules les surfaces viticoles 16LAT sont visibles sur le PACom et aucune surface viticole protégée est mentionnée.

## Plan

### Demande

- La légende est à corriger et le cas échéant à compléter dans le règlement.

En conclusion la DGAV-DAGRI préavise favorablement le présent projet sous réserve des remarques ci-dessus.

## DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ ET DES ROUTES (DGMR)

### 20. DGMR - DIVISION PLANIFICATION (DGMR-P)

Répondante : Deborah Fabbo

T : 021 316 71 01

M : [deborah.fabbo@vd.ch](mailto:deborah.fabbo@vd.ch)

Date du préavis : 13.07.23

#### 20.1 ZONE DESTINÉE À DES BESOINS PUBLICS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

##### 20.1.1 Zones affectées à des besoins publics - parcelle 9934

La parcelle 9934 est colloquée en « zone affectée à des besoins publics 15 LAT » avec une destination de type « A », soit dédiée à l'administration et aux besoins scolaires. Ladite parcelle jouxte l'autoroute et accueille aujourd'hui un restoroute. L'affectation précisée sur le plan semble donc être erronée, ce d'autant que la parcelle 9936, également occupée aujourd'hui par un relais autoroutier, est liée à une destination de type « H : installations annexes à l'autoroute ».

## Plan du PACom

### Demande :

- Modifier la destination de la parcelle 9934 en type « H » soit « installations annexes à l'autoroute », à l'image de la parcelle 9936.

#### 20.2 MOBILITÉ : NON CONFORME, À ANALYSER

##### 20.2.1 Stationnement TIM – besoin et conformité aux principes directeurs

La DGMR-P prend acte de la création de nouvelles zones dédiées au stationnement.

Elle note toutefois que le rapport 47 OAT (p.15) indique que, « hors événements particulier, l'offre [en stationnement] suffit au besoin et les cases libres sont nombreuses ». Le PDCom (p.9) décrit même les zones de stationnement publiques et privées comme « assez généreuses ». Toutefois, le

rapport 47 OAT indique également que « quatre secteurs méritent [...] des améliorations concernant les places de stationnement : Moratel (en été seulement), Riex, Epesses et Chenaux », sans préciser quelles améliorations seraient nécessaires.

Au vu du peu de précisions apportées par le rapport 47 OAT quant à la vocation des zones 15 LAT affectées à des besoins public et dédiées au stationnement (places supplémentaires ou remplacement de places existantes, public cible, régime de stationnement, ...), la DGMR-P ne peut se prononcer sur l'opportunité de leur création.

La DGMR-P rappelle toutefois que, en application de la mesure A25 Politique de stationnement et plans de mobilité du PDCn, les communes doivent mettre en œuvre « une politique de stationnement coordonnée avec la qualité de desserte par les transports publics ». La DGMR-P estime que la problématique du stationnement doit être traitée dans le cadre d'une politique communale cohérente.

A l'instar de la remarque formulée dans le cadre de son préavis pour le plan directeur communal, la DGMR-P tient à attirer l'attention de la Commune sur la cohérence à assurer entre l'objectif du PDCom de « favoriser le report modal », les mesures de ce même PDCom (« développement d'un maillage TP attractif », « renforcement de l'offre en P+R », « prioriser tout accès à la commune par les TP et la mobilité active » pour la mobilité touristique) et l'éventuelle augmentation du nombre de places de parking à disposition.

En l'état, et sans plus d'informations, la DGMR-P ne peut pas se prononcer sur la pertinence de créer de nouveaux stationnements.

#### Rapport 47OAT :

Demande :

- Expliciter les besoins en améliorations concernant les places de stationnement pour les 4 secteurs mentionnés, le public cible et, le cas échéant, les régimes de stationnement
- Justifier les éventuelles augmentations d'offre de stationnement et vérifier leur conformité avec les objectifs de report modal inscrits dans le PDCom.

### 20.3 STATIONNEMENT : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

#### 20.3.1 Stationnement vélo

Sur la base de l'article 24, al.3 de la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC ; RS 700.11), le Règlement de la planification doit se référer aux normes correspondantes en vigueur de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (actuellement VSS 640281 pour les voitures et VSS 640065 pour les vélos) pour fixer le besoin en places de stationnement pour les voitures et les vélos.

En outre, en application de l'article 32 du Règlement d'application de la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC), les équipements de stationnement pour vélos doivent être abrités, situés proches des entrées principales des bâtiments (les fonds de caves et de garages sont à éviter) et offrir des systèmes efficaces contre le vol et le vandalisme.

La DGMR-P constate que l'article 56 al.3 mentionne le stationnement « véhicules » et « deux roues », termes dont la signification est ambiguë.

La DGMR-P relève également que le Règlement de la planification ne contient aucune disposition relative aux caractéristiques des aménagements vélos.

#### Règlement :

Demande :

- Modifier l'article 56 « places de stationnement » en remplaçant les termes « véhicules » et « deux-roues » par « voiture » et par « vélo ».
- Intégrer à aux articles 56, 83, 94, 105 les dispositions relatives à la qualité des stationnement vélos

### 21. DGMR - DIVISION MANAGEMENT DES TRANSPORTS (DGMR-MT)

Répondante : Deborah Fabbo

T : 021 316 71 01

M : deborah.fabbo@vd.ch

Date du préavis : 13.07.23

#### 21.1 MOBILITÉ DOUCE : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

##### 21.1.1 *Itinéraires Suisse Mobile*

Les itinéraires n°1 (Rhône-Route), 46 (Tour du Léman) et 99 (Herzroute) de « La Suisse à vélo » traversent la commune. En référence à l'article 3 al. 3c de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700) et du Plan directeur cantonal (Mesures A23 Mobilité douce et D21 Réseaux touristiques et de loisirs), la DGMR-MT demande que la continuité et la sécurité de ces tracés soient assurées, en particulier aux croisements et le long des routes à trafic important.

Le rapport 47OAT identifie ces itinéraires, toutefois le règlement demande à l'article 22 de préserver la continuité et la sécurité des itinéraires de randonnée pédestre uniquement.



Règlement :

Demande :

- Compléter l'article 22 « itinéraires de randonnée pédestre » en y intégrant les itinéraires vélo également.

**21.2 MOBILITÉ D'ENTREPRISE : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

*21.2.1 Plan de mobilité d'entreprise*

Conformément au Plan directeur cantonal (Mesure A25 Politique de stationnement et plans de mobilité) et dans le but de limiter la génération de trafic routier induite par la planification, « les communes élaborent des plans de mobilité en partenariat avec les entreprises privées et les institutions publiques ». La DGMR-MT considère que la commune de Bourg-en-Lavaux, dans la mesure où elle comprend un centre régional devrait traduire dans sa réglementation communale l'engagement pris au travers du PDCn. Elle recommande ainsi d'inscrire dans le rapport 47 OAT et dans le règlement le principe de l'établissement de plans de mobilité d'entreprise.

Un plan de mobilité consiste à offrir aux employés un éventail de mesures permettant de favoriser d'autres modes de transport que la voiture individuelle pour les déplacements pendulaires et professionnels du personnel. Il permet également d'optimiser la gestion du transport de marchandises.

Pour plus de précisions :

- Contacter le responsable mobilité durable de la division management des transports, Département des infrastructures et des ressources humaines, Direction générale de la mobilité et des routes, division management des transports, Avenue de l'Université 5, 1014 Lausanne, 021/316.73.73, [info.dgmr-mobilite@vd.ch](mailto:info.dgmr-mobilite@vd.ch)
- Consulter le site : [www.vd.ch](http://www.vd.ch), thème « Mobilité », puis « Offre de mobilité à votre disposition » et « Multimodalité ».

La DGMR-MT recommande d'inscrire le principe de réalisation de plans de mobilité à destination des entreprises dans le rapport 47 OAT et d'ajouter un article au règlement comme suit :

« Pour toute entreprise ou établissement public ou privé de 50 employés ou plus, la réalisation d'un plan de mobilité est obligatoire lors de son implantation ou agrandissement. La Municipalité peut exiger, selon la nature des entreprises et la répartition des emplois, la mise en place d'un plan de mobilité de site couvrant l'entier d'un secteur géographique ou d'une zone d'activités. Lors de l'implantation d'une nouvelle entreprise, la Municipalité s'assure que, dans les deux ans suivants la délivrance du permis d'utiliser, le plan de mobilité requis est en force. Dans le cas d'une entreprise existante, le plan de mobilité est une charge au permis de construire et doit être en force lors de la délivrance du permis d'utiliser. »

### **21.3 PRÉAVIS DES ENTREPRISES DE TRANSPORT : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

#### *21.3.1 Préavis de l'entreprise ferroviaire*

Le périmètre du dossier de planification est concerné par le domaine ferroviaire.

Conformément à l'art. 18m de la Loi sur les chemins de fer (LCdF; RS 742.101), l'entreprise ferroviaire doit être consultée par l'Autorité communale et le préavis de l'entreprise joint au dossier soumis à l'examen préalable.

L'avis de l'entreprise ferroviaire doit être pris en considération, notamment dans le cas où celle-ci formule des remarques ou un avis négatif. L'objectif est d'obtenir une prise de position positive de l'entreprise, si nécessaire en modifiant les dispositions du dossier de planification. Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties, l'autorité cantonale soumet le dossier à l'office fédéral compétent (art.18m al.2 let.a LCdF).

La DGMR-MT rappelle le droit de recours conféré à l'office fédéral compétent contre toute décision des autorités cantonales allant à l'encontre des intérêts de l'entreprise ferroviaire (art. 18m al.3 LCdF).

Demande :

- Prendre en compte le préavis de l'entreprise de transport.

### **21.4 PRÉAVIS DES ENTREPRISES DE TRANSPORT : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

#### *21.4.1 Préavis de l'entreprise de navigation - CGN*

Le périmètre du dossier de planification est situé à proximité du port, débarcadères, installation particulière de l'entreprise CGN.

Conformément à l'article 1 de la Loi sur la navigation intérieure (LNI) qui se réfère à l'article 18m de la Loi sur les chemins de fer (LCdF; RS 742.101), l'entreprise de transport public doit être consultée et le préavis de l'entreprise joint au dossier soumis à l'examen préalable.

L'avis de l'entreprise de transport public doit être pris en considération, notamment dans le cas où celle-ci formule des remarques ou un avis négatif.

L'objectif est d'obtenir une prise de position positive de l'entreprise, si nécessaire en modifiant les dispositions du dossier de planification. Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties, l'autorité cantonale soumet le dossier à l'office fédéral compétent (art.18m al.2 let.a LCdF).

La DGMR-MT rappelle le droit de recours conféré à l'office fédéral compétent contre toute décision des autorités cantonales allant à l'encontre des intérêts de l'entreprise de transport public (art. 18m al.3 LCdF).

Demande :

- Prendre en compte le préavis de l'entreprise de transport.

## **21.5 PRÉAVIS DES OFFICES FÉDÉRAUX : NON CONFORME, À TRANSCRIRE**

### **21.5.1 Préavis OFROU**

Le périmètre du dossier de planification comprend le domaine autoroutier.

Conformément à l'article 24 de la loi fédérale sur les routes nationales (LRN), l'Office Fédéral des Routes (OFROU) doit être consulté et le préavis de l'office joint au dossier soumis à l'examen préalable.

Demande :

- Consulter l'OFROU.

## **22. DGMR - DIVISION FINANCES ET SUPPORT – ROUTES (DIRH/DGMR/FS)**

Répondante : Daniela Cabiddu

T : 021 316 70 57

M : daniela.cabiddu@vd.ch

Date du préavis : 08.06.2023

### **22.1 ACCÈS ROUTIERS : CONFORME**

Le chapitre traitant de la mobilité du rapport 47 OAT (pages 15 et 16) se base sur des données recensées en 2000. Les habitudes des usagers, la démographie, ainsi que les enjeux liés à la mobilité ayant très fortement évolués en plus de vingt ans, il semblerait raisonnable et acceptable d'effectuer une analyse sur des données plus récentes.

Le chapitre mobilité du plan directeur (page 16 et 17 du fichier « 11052\_PDCom\_v14\_exa\_prea.pdf) mentionne une volonté de mettre en zone 30 ou en zone de rencontre (20 km/h) plusieurs routes affectées à la circulation générale.

Ces dernières doivent suivre une procédure SCLV et CCC. Ces régimes de vitesse ne peuvent être traitées par cette consultation. Sur ce genre d'axes, seules des exceptions peuvent être admises dans le cas de zones 30.

## Rapport 47 OAT

Les aménagements routiers et les limitations de vitesse tiendront compte de la fonctionnalité des routes affectées à la circulation générale. Ils suivront les procédures requises.

### 22.2 PRÉAVIS DE L'OFFICE FEDERAL DES ROUTES

Par courriel du 11.05.2023, vous nous avez soumis la demande de préavis relative à l'objet cité en titre. Sur la base des plans et des documents figurant dans le présent dossier, nous avons examiné ce projet au sein de notre Office, conformément à la loi du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN ; RS 725.11) et à l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN ; RS 725.111), et vous faisons part des conditions et des remarques suivantes :

#### 1. BASES JURIDIQUES

- 1.1. A teneur de l'article 23 LRN, il est interdit d'élever, sans autorisation, de nouvelles constructions entre les alignements et d'y transformer des immeubles existants, même s'ils ne débordent que partiellement sur les alignements. Les travaux nécessaires à l'entretien d'un immeuble ne sont pas considérés comme des transformations au sens de la présente disposition. Les cantons peuvent prendre, aux frais du contrevenant, les mesures nécessaires au rétablissement de l'état antérieur conforme au droit, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être dirigées contre lui.
- 1.2. En vertu de l'article 24 al. 1 et 2 LRN, des travaux de construction situés à l'intérieur des alignements doivent être autorisés par les autorités désignées par les cantons. L'autorité cantonale entend l'Office fédéral des routes (OFROU) avant de délivrer l'autorisation. Ce dernier est habilité à user de toutes les voies de recours prévues par le droit fédéral et le droit cantonal contre les décisions rendues par les autorités cantonales en application de la présente loi ou de ses dispositions.
- 1.3. Selon l'article 44 LRN, une autorisation est nécessaire pour exécuter des travaux touchant les routes nationales, tels que la construction, la modification et le déplacement de croisements d'autres voies de communication, de cours d'eau, de téléphériques, de conduites et autres ouvrages analogues, ainsi que d'accès de routes et de chemins aux routes nationales.  
  
Ils ne doivent porter atteinte ni à la route, ni à son aménagement futur éventuel. Les autorités compétentes peuvent prendre, aux frais du contrevenant, les mesures nécessaires au rétablissement de l'état antérieur conforme au droit, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être dirigées contre lui.
- 1.4. A teneur de l'article 29 ORN, l'utilisation par des tiers du domaine appartenant aux routes nationales est soumise à l'autorisation de l'OFROU. L'utilisation est soumise à rémunération. Elle doit correspondre en règle générale au prix du marché. L'utilisation par un canton pour ses propres besoins est gratuite, pour autant qu'il applique la réciprocité. Les coûts supplémentaires d'entretien et d'exploitation de la route résultant d'une utilisation multiple sont à la charge du tiers. L'OFROU peut prendre, aux frais du contrevenant, les mesures

nécessaires au rétablissement de l'état antérieur, conforme au droit, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être dirigées contre lui.

- 1.5. En vertu de l'article 30 ORN, l'OFROU délivre les autorisations pour les projets de construction fondés sur l'art. 44 LRN lorsque les biens-fonds concernés se situent entre les alignements. Les projets de construction ne doivent pas porter atteinte à la sécurité du trafic, à l'affectation de l'ouvrage et à un éventuel élargissement futur de la route. L'OFROU fixe les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de la circulation sur la route nationale et écarter tout danger pour les personnes et les biens. Les frais sont à la charge du requérant.

## **2. APPRÉCIATION DU PROJET**

Sur la base du dossier versé à la présente demande, et s'agissant d'un examen préalable, l'OFROU formule un préavis positif à la révision du plan d'affectation communal de Bourg-en-Lavaux, sous réserve de la prise en considération des conditions et des remarques décrites ci-dessus et de l'examen final de ce dossier auprès de notre Office :

### **2.1. UTILISATION DU DOMAINE APPARTENANT AUX ROUTES NATIONALES ET ALIGNEMENTS DES RN**

A toutes fins utiles, nous rappelons que l'extension des zones à bâtir existantes et/ou la mise en place de nouvelles zones à bâtir le long de l'autoroute N09 doit tenir compte des alignements en vigueur de la route nationale. Par conséquent, les projets (construction, aménagement, modification, etc.) prévus à l'intérieur des alignements des routes nationales doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'OFROU, conformément à l'article 30 ORN.

A cet égard, nous vous rendons attentif aux dispositions des art. 23, 24 et 44 LRN.

Nous prenons par ailleurs note que la constatation de la nature forestière est en cours d'élaboration et que les plans formels de constatation de la nature forestière seront établis par un bureau de géomètre ultérieurement en coordination avec l'Inspecteur forestier.

Néanmoins, nous vous informons que l'OFROU s'opposera à toute affectation en aire forestière de surfaces situées sur le domaine des routes nationales, les biens-fonds concernés étant propriété de la Confédération suisse – Office fédéral des routes.

En effet, les coupes sécuritaires, conformément aux directives OFROU en vigueur, ainsi que les éventuels travaux de modification ou d'extension de l'infrastructure autoroutière doivent à futur pouvoir être garantis.

### **2.2. ENVIRONNEMENT**

L'étude et la réalisation de surfaces de compensations écologiques et/ou de mesures en matière de biodiversité sur le domaine appartenant aux routes nationales doit être coordonnée avec l'OFROU, Filiale d'Estavayer-le-Lac, afin de vérifier la concordance du projet du Requêteur avec les programmes et mesures environnementales prévus par l'OFROU.

Les éventuelles études et réalisations de couloirs à faunes sur le domaine appartenant aux routes nationales doit également être coordonnée préalablement avec l'OFROU, Filiale d'Estavayer-le-Lac.

### **2.3. PROTECTION CONTRE LE BRUIT**

Nous rappelons que la délimitation de nouvelles zones à bâtir est régie par l'article 29 de l'ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB ; RS 814.41). Elle n'est possible que si le respect des valeurs de planification est démontré.

De même et en référence à l'article 30 OPB - Equipement de zones à bâtir, il est rappelé que les zones à bâtir destinées à des bâtiments comprenant des locaux à usage sensible au bruit, qui ne sont pas encore équipées au moment de l'entrée en vigueur de la loi, ne pourront être équipées que dans la mesure où les valeurs de planification sont respectées ou peuvent l'être par un changement du mode d'affectation ou par des mesures de planification, d'aménagement ou de construction. L'autorité d'exécution peut accorder des exceptions pour de petites parties de zones à bâtir.

Finalement, le respect des valeurs de planifications et/ou d'immission au droit des futurs locaux à usage sensible au bruit LUSB de même que les éventuelles mesures à mettre en œuvre doivent être vérifiées lors des demandes de permis de construire.

Il appartient également à l'autorité cantonale compétente de veiller à l'application de l'article 29 OPB dans les demandes de permis de construire.

### **2.4. IMPACT SUR LES OUVRAGES ET INFRASTRUCTURES APPARTENANT AUX ROUTES NATIONALES**

Tout projet de tiers ayant un impact sur les ouvrages et sur les infrastructures appartenant aux routes nationales doit être soumis à l'OFROU, Filiale d'Estavayer-le-Lac, pour examen et validation lors des demandes de permis de construire.

Les ouvrages appartenant aux routes nationales sont référencés sur le lien suivant : <https://fedro.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=025d948c068a4bffa0566928f3a2c1d7>

Une copie du préavis de synthèse et de la décision d'approbation devra être envoyée par e-mail (pcf1@astra.admin.ch) à l'Office fédéral des routes (OFROU), Filiale 1, Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac, avec l'indication des voies de recours ».

### **SERVICE DE LA PROMOTION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION (SPEI)**

### **23. SPEI - ECONOMIE RÉGIONALE (UER)**

Répondante : Sophie Logean  
T : 021 316 62 66  
M : sophie.logean@vd.ch

Date du préavis : 19.06.2023

Le SPEI s'est coordonné avec la DGTL-DIP dans le cadre du préavis SGZA.

**24. SPEI - OFFICE DE LA CONSOMMATION – INSPECTION DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET DES  
EAUX- DISTRIBUTION DE L'EAU (OFCO)**

Répondant : Christophe Schwaar

T : 021 316 43 18

M : christophe.schwaar@vd.ch

Date du préavis : 14.08.2023

**24.1.1 Bases légales**

- Loi sur la distribution de l'eau (LDE, RSV 721.31)
- Règlement sur l'approbation des plans directeurs et des installations de distribution d'eau et sur l'approvisionnement en eau potable en temps de crise (RAPD, RSV 721.31.1).

**24.1.2 2. Généralités**

Pas de remarque au vu des informations fournies par le plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE).

**24.1.3 Préavis**

L'OFCO-DE préavise favorablement le dossier soumis.

**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE (DGEO)**

**25. DGEO - DIRECTION ORGANISATION ET PLANIFICATION, CONSTRUCTIONS SCOLAIRES (DGEO-  
DOP-CS)**

Répondant : Charlotte Maeder

T : 021 316 31 48

M : charlotte.maeder@vd.ch

Date du préavis : 15.06.2023

**25.1 ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE - ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES : CONFORME**

Conformément à l'article 4 du règlement sur les constructions scolaires primaires et secondaires (RCSPS ; BLV 400.01.3) du 29 avril 2020, les autorités communales ont adopté un plan de développement à l'échelle des aires de recrutement des établissements concernés au sens de l'article 18 de la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO ; BLV 400.02) du 7 juin 2011, par lequel elles

planifient à moyen et à long terme les sites scolaires et les locaux et installations scolaires tels que définis à l'article 2 RCSPS.

Le rapport 47 OAT précise les besoins scolaires tels qu'indiqués dans le plan de développement et ne suscite aucune remarque de notre part.

## **SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE (SSCM)**

### **26. SSCM - PROTECTION CIVILE (SSCM-PCI)**

Répondante : Pamela Nunez

T : 021 316 51 36

M : pamelanunez@vd.ch

Date du préavis : 14.06.23

#### **26.1 PROTECTION DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT : CONFORME**

##### *26.1.1 Places protégées à prévoir pour la population*

Demandes :

- L'obligation de base concernant la construction d'un abri selon l'article 70 lettre 1a de l'OPCi s'applique.
- Cependant, la Commune étant au bénéfice d'un taux de couverture convenable, lors de la dépose d'une demande de permis de construire une dispense pourrait être accordée.

## **COMMISSION INTERDÉPARTEMENTALE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (CIPE)**

### **27. CIPE – ETUDES D'IMPACT**

Répondante : Hakeline Villavicencio

T : 021 316 76 31

M : hakeline.villavicencio@vd.ch

Date du préavis : 19.09.2023

N'a pas de remarque à formuler.